



REÇU 21 AOUT 2017

V/Réf.:

LUXLEV SA  
11, WAISTROOSS  
L-5445 SCHENGENRecommandée

4229

**N° dossier: 3A/2017/1185/158***A indiquer lors de toute correspondance s.v.p.*

Dossier suivi par: Monsieur Nico WAGENER

Tél: 247-76100 Email : nico.wagener@itm.etat.lu

**Objet :** Demande d'autorisation du 30 mai 2017 relative à l'exploitation d'un chariot télescopique Marque MANITOU, type MLT1335, numéro de construction 981958.

Mesdames, Messieurs,

Par la présente j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'arrêté N° 3A/2017/1185/158 du 17 août 2017 du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire relatif à la demande précitée.

Pour le Directeur,

Michel Sturm  
Employé**Inspection du travail et des mines**

Adresse postale:

B.P. 27

Bureaux:

3, rue des Primeurs

Site internet:

<http://www.itm.lu>

L-2010 Luxembourg

L-2361 Strassen

Tel.: +352 247-76100

Fax: +352 247-96100



## AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 3A/2017/1185/158

**Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,**

Vu la demande du 30 mai 2017 présentée par la SA LUXLEV aux fins de pouvoir obtenir l'autorisation pour l'exploitation, sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, d'un appareil de levage mobile à équipement interchangeable Marque MANITOU, type MLT1335, numéro de construction 981958, d'une charge maximale de 3.500 kg;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés;

### A R R È T E:

**Article 1<sup>er</sup>:** - L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:

#### I) Conditions générales

1) L'appareil de levage mobile à équipement interchangeable doit être exploité conformément aux indications techniques contenues dans le dossier de la demande et conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Ces mêmes prescriptions sont seules d'application en cas de contradictions entre les indications du dossier de la demande et les stipulations de la présente autorisation.

2) Le dossier de la demande d'autorisation ainsi que les autres pièces liées à l'autorisation d'exploitation pourront être consultés auprès de l'Inspection du travail et des mines par toute personne pouvant démontrer un intérêt légitime.

3) Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant afin de garantir la sécurité et l'hygiène, la salubrité et l'ergonomie sur le lieu de travail ainsi que d'une façon générale la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public ou au personnel.

4) L'exploitant doit se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité et de la commodité par rapport au public ou au personnel.

5) L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines dans les délais indiqués tous les rapports de contrôle énoncés, le cas échéant, dans la présente autorisation.

6) Une nouvelle autorisation est requise pour toute transformation de l'appareil de levage mobile à équipement interchangeable.



7) La visite de l'appareil de levage mobile à équipement interchangeable par les agents de l'autorité de contrôle compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.

9) La présente autorisation est à porter à la connaissance du personnel assurant l'entretien de l'appareil de levage mobile à équipement interchangeable, personnel qui doit pouvoir la consulter à tout moment.

10) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

11) La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales applicables en la matière.

## **II) Conditions particulières**

L'exploitation de l'appareil de levage mobile à équipement interchangeable doit se faire conformément aux prescriptions des publications suivantes:

### **ITM-SST 1230.1:**

Appareils de levage conçus d'après la directive 98/37/CE respectivement d'après la directive 2006/42/CE relatives aux machines (avec marquage "CE")

### **ITM-SST 1241.1:**

Appareils de levage mobiles à équipement interchangeable avec marquage "CE"

### **ITM-CL 357.1:**

Engins et accessoires de levage de toute sorte mis à disposition par location ou leasing dont copies sont jointes au présent arrêté pour en faire partie intégrante.

## **III) Rapports de réception**

Un rapport de réception et de contrôle, dressé par un organisme de contrôle choisi parmi ceux publiés au règlement ministériel du 6 mai 1996 concernant l'intervention d'organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du travail et des mines, doit être établi pour l'appareil de levage mobile à équipement interchangeable.

Ce rapport doit être soumis pour visa par l'organisme de contrôle à l'Inspection du travail et des mines avant la mise en exploitation de l'appareil de levage mobile à équipement interchangeable.

Sont visées les prescriptions de sécurité et de santé-types suivantes avec les articles afférents respectifs dont des extraits sont cités ci-après. Des allégements, dispenses et dérogations aux présentes prescriptions peuvent être accordés cas par cas mais uniquement si des mesures de rechange garantissant une protection au moins équivalente sont prises.

<b>ITM-SST 1230.1</b>	Appareils de levage conçus d'après la directive 98/37/CE respectivement d'après la directive 2006/42/CE relatives aux machines (avec marquage "CE")
	(...) Art. 11 Les appareils de levage doivent être contrôlés par un organisme de contrôle avant leur mise en service, après chaque incident ou accident pouvant avoir eu une influence sur la sécurité de l'appareil et après chaque modification substantielle (voir article 12 ci-après) et ce avant leur mise ou remise en service.



	<p>(...)</p> <p>Sans préjudice du strict respect des prescriptions concernant la mise sur le marché de machines, leur propriétaire ou exploitant doit charger un organisme de contrôle d'un premier contrôle de l'installation avant sa mise en exploitation. L'organisme de contrôle considère l'ensemble des installations telles qu'installées sur le lieu de l'implantation. Il vérifie tous les éléments et toutes les parties dans le contexte de leur interaction et de leur interdépendance entre eux et avec leurs alentours. Ce premier contrôle périodique doit se solder par un rapport de premier contrôle périodique à verser ensemble avec une copie de la déclaration CE de conformité au registre de sécurité prévu à l'article 9.</p>
	<p>Les contrôles et essais sur les appareils nouvellement installés comprennent:</p>
	<p>a) Vérification administrative</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification de l'autorisation d'exploitation ;</li> <li>- vérification de la présence de la déclaration CE de conformité ;</li> <li>- vérification du marquage « CE » de conformité ;</li> <li>- vérification du registre de sécurité.</li> </ul>
	<p>b) Vérification technique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifications portant sur les indications d'identification (panneau d'identification) ;</li> <li>- vérifications portant sur les panneaux signalétiques avertissements et pictogrammes de sécurité ;</li> <li>- examens et essais des dispositifs de sécurité, de signalisation et d'éclairage ;</li> <li>- essais de fonctionnement des dispositifs de sécurité et de fonctionnement dans toutes les configurations de travail, lors de ces essais, des essais sous charge sont exclus ;</li> <li>- aptitude à l'emploi, stabilité sur le lieu d'installation et essais sous charges pour les appareils qui ont été montés sur place, et pour lesquels le fabricant n'a pas fait des essais sous charge tels que prévus par la directive 2006/42/CE ;</li> <li>- le cas échéant, l'intégration de l'appareil dans son entourage ;</li> <li>- pour des appareils de levage circulant le long de guidages ou sur des chemins de roulement, ces guides ou chemins de roulement doivent être examinés.</li> </ul>
	<p>Cet examen comporte un examen visuel et un essai de fonctionnement de l'appareil sur les guidages ou chemins de roulement. Les contrôles géométriques doivent être certifiés par le fabricant.</p>
	<p>(...)</p>
<b>ITM-SST 1241.1</b>	<p>Appareils de levage mobiles à équipement interchangeable avec marquage "CE"</p>
	<p>(...)</p>
	<p>Art. 8 Sont à respecter en sus des dispositions de la prescription ITM-SST 1230, les dispositions spécifiques en relation avec l'équipement interchangeable monté. Les dispositions les plus restrictives sont à appliquer.</p>
	<p>(...)</p>
	<p>Appareil à crochet</p>
	<p>(...)</p>
	<p>Art. 12 Outre les vérifications prévues lors du premier contrôle périodique dans la prescription ITM-SST 1230, une vérification portant sur l'intégralité et la conformité des graphiques de charge est à effectuer.</p>



	<p>(...)</p> <p>Appareil à fourches</p> <p>(...)</p> <p>Art. 14 Outre les vérifications prévues lors du premier contrôle périodique dans la prescription ITM-SST 1230, une vérification portant sur l'intégralité et la conformité des graphiques de charge est à effectuer.</p> <p>(...)</p>
<b>ITM-CL 357.1</b>	<p>Engins et accessoires de levage de toute sorte mis à disposition par location ou leasing</p> <p>(...)</p> <p>Art. 7 En cas de location de courte durée, le locataire doit vérifier si l'engin a été contrôlé par un organisme de contrôle agréé. En cas de location de longue durée, le locataire ne pourra pas exploiter l'engin avant qu'un organisme de contrôle ait contrôlé et autorisé la mise en service de l'engin conformément à l'autorisation d'exploitation.</p> <p>(...)</p>

**Article 2:** - Le présent arrêté et ses annexes sont transmis par l'Inspection du travail et des mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à l'Administration communale de Schengen pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

**Article 3:** - Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1999 portant révision de l'article 95 de la constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir de la notification de la décision.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi  
et de l'Économie sociale et solidaire,  
par délégation

  
Marco BOLY  
Directeur  
de l'Inspection du travail  
et des mines

  
Grand-Duché de Luxembourg  
Ministère du Travail et de l'Emploi  
Etablissements soumis à autorisation  
Inspection du Travail et des Mines



REÇU 22 JUIN 2017

V/Réf.:

LUXLEV SA  
11, WAISTROOSS  
L-5445 SCHENGEN**N° dossier: 3A/2017/1185/158***A indiquer lors de toute correspondance s.v.p.*

Dossier suivi par: Monsieur Nico WAGENER

Tél: 247-76100 Email : nico.wagener@itm.etat.lu

**Objet :** Demande d'autorisation du 30 mai 2017 relative à l'exploitation d'un chariot télescopique Marque MANITOU, type MLT1335, numéro de construction 981958.

**Concerne :** - Accusé de réception d'une demande d'autorisation d'exploitation  
- Dossier de demande d'autorisation considéré comme complet

Mesdames, Messieurs,

Par la présente, nous accusons réception en date du 31 mai 2017 de votre demande d'autorisation reprise sous rubrique introduite au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Un exemplaire de votre demande a été transmis en date de ce jour pour information et affichage à l'Administration communale de Schengen.

En ce qui concerne les compétences du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire en matière de sécurité du public et du voisinage en général et de sécurité, d'hygiène et de santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie, il y a lieu de constater que le dossier peut être considéré comme complet d'après les dispositions de l'article 7 de la loi précitée.

Nous procéderons dans les meilleurs délais à la rédaction de votre arrêté ministériel en nous réservant toutefois le droit, en cas de besoin, de vous demander d'éventuelles données supplémentaires lors de cette rédaction.

Finalement, nous attirons votre attention sur le fait que l'exploitation ne peut être entamée qu'après l'obtention de l'autorisation ministérielle requise en vertu des dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

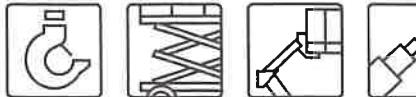
Pour le Directeur,

Nico Wagener

Inspecteur principal du travail

**Inspection du travail et des mines**

Adresse postale: B.P. 27 L-2010 Luxembourg Tel.: +352 247-76100  
Bureaux: 3, rue des Primeurs L-2361 Strassen Fax: +352 247-96100  
Site internet: <http://www.itm.lu>



LOCATION DE GRUES JUSQU'À 800 T • LOCATION DE CHARIOT TÉLÉSCOPIQUES JUSQU'À 21 M  
ITM



A l'attention de M. DIDLINGER  
BP 27  
L 2010 LUXEMBOURG

SCHENGEN, le 30/05/2017

OBJET : demande d'autorisation en urgence.

ENVOI PAR LETTRE RECOMMANDÉE + AR  
Monsieur,

Pour se mettre en conformité avec l'ITM, nous sollicitons votre bienveillance pour autoriser les engins ci-dessous référencés à travailler sur le territoire luxembourgeois.

**1 MARQUE / TYPE**

MANITOU MLT1335  
Chariot télescopique 13 mètres, 3t500

Levage maxi 3500 kg  
Hauteur levage 13 mètres

**Année de construction** 2017

N° ISO : N° 4229  
N° de série 981958

**PROPRIETAIRE : LUXLEV**

+ CERTIFICAT C.E ci-joint

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, veuillez agréer, Monsieur,  
l'expression de nos salutations distinguées.

Stéphanie OUATMANI  
SERVICE COMMERCIAL

P. O. MULLET Marion



Wäistrooss 11 - L-5445 SCHENGEN • Tél. (352) 26 51 16 61 - Fax (352) 26 51 17 71

Service Administratif : Tél. (352) 26 51 16 61 23 - Fax (352) 26 51 16 61 25 - luxlev@pt.lu

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 78 368 EUROS - R.C. B 60493 - N° T.V.A. : LU 171 93374 - CODE BIC : BGLLLULL

BANQUE DU LUXEMBOURG : BGL BNP PARIBAS COMPTE 30-098980-74 IBAN : LU59 0030 0989 8074 0000 • BANQUE DE FRANCE : CIC CAE THIONVILLE COMPTE 30087 33380 0003105 13 01 03 IBAN : 3008 7333 8000 0310 5130 103